

## **Recommandations Politiques de la 33<sup>ème</sup> Session Ministérielle du COMCEC**

- **Développer et mettre en œuvre des interventions concernant la nutrition et des interventions sensibles à la nutrition, en particulier envers les femmes en âge de procréer appartenant aux groupes vulnérables**

**Justification:** L'état nutritionnel des femmes au moment de la conception et durant la grossesse est d'une importance particulière pour la santé de la mère aussi bien que pour assurer une croissance et un développement sains. Les nouveau-nés ayant une restriction de croissance fœtale ont de même un risque considérablement augmenté d'être rabougri à 24 mois aussi bien qu'un risque concernant le développement de certains types de maladies non transmissibles durant l'âge adulte. De plus, une bonne nutrition durant l'enfance est essentielle pour les enfants pour qu'ils atteignent leur potentiel de développement. Cependant, 27% des accouchements ayant lieu dans les pays à revenus faible et intermédiaire ont un poids faible. La consultation individuelle et les éducations par groupes visant les mères ont eu des effets positifs sur l'amélioration de l'état nutritionnel des femmes au moment de la conception et durant la grossesse. Par ailleurs, fournir des confort au lieu de travail durant la maternité pour les femmes enceintes est une intervention importante sensible à la nutrition qui aide à améliorer les perspectives d'avenir du nourrisson.

La supplémentation en fer et en acide folique, la supplémentation en calcium, la supplémentation et la fortification en iode (sel iodé) font partie des interventions concernant la nutrition et visant à améliorer l'état nutritionnel des mères. Plusieurs carences en micronutriments existent souvent dans les pays à revenus faible et intermédiaire et ont besoin d'être abordé à travers de nombreux suppléments de micronutriments. De plus, l'émaciation maternelle et l'insécurité alimentaire devraient être traitées à travers une supplémentation balancée en énergie et en protéines. De telles interventions concernant la nutrition réduiront la malnutrition jusqu'à 15%.

- **Améliorer les Pratiques d'Alimentation des Nourrissons et des Jeunes Enfants (IYCF)**

**Justification:** Les pratiques inadéquates en matière d'Alimentation des Nourrissons et des Jeunes Enfants (IYCF), y compris l'allaitement, contribuent aux niveaux élevés de malnutrition. Les directives de l'OMS indiquent que les enfants devraient être allaités dans 1 heure après leur naissance et essentiellement allaités durant 6 mois. Le lait maternel devrait être fourni jusqu'à 2 ans conjointement avec l'alimentation complémentaire. Les codes du travail devraient être mis en œuvre de manière à encourager ces exigences.

Au-delà de cette période, des aliments complémentaires devraient être introduits conformément aux directives avec un régime minimum acceptable qui tient compte de la fréquence des repas aussi bien que de la diversité alimentaire. La supplémentation préventive en zinc, la supplémentation en vitamine A et la supplémentation en fer pour les nourrissons et les jeunes enfants devraient de même être encouragées. D'autre part, la régulation des substituts du lait maternel d'une manière efficace et la prévention d'une fausse commercialisation des nourritures malsaines sont des questions importantes concernant la mise en œuvre.

Les interventions visant à accroître la connaissance et les attitudes positives envers les pratiques d'alimentation recommandées aussi bien qu'à dissiper les croyances nuisibles sont nécessaires pour assurer l'alimentation optimale des nourrissons et des jeunes enfants. Dans ce cadre, les communications visant à faire évoluer les comportements - sous forme de consultation individuelle avec les principaux dispensateurs de soins/les mères- pourraient avoir un effet positif considérable sur l'alimentation, si elles sont mises en œuvre de manière appropriée. De plus, développer des curriculums intégrés d'IYCF pour les programmes d'éducation des agents de santé et établir des services de consultation sur l'IYCF ainsi que d'autres services de soutien dans les installations de soin de santé primaires pourraient rendre possible aux segments pauvres des sociétés d'atteindre la connaissance nécessaire sur les pratiques appropriées d'alimentation.

La malnutrition sous forme d'obésité infantile pourrait constituer un problème aussi grave que la sousnutrition. L'ensemble de ces deux facteurs forme le double fardeau de la malnutrition. Il est essentiel de mettre en place un plan d'action pour lutter contre le fléau de l'obésité infantile qui touche plusieurs pays musulmans.

- **Assurer l'accès universel à la santé, à l'eau potable et à l'assainissement et lancer des campagnes éducatives sur les maladies infectieuses afin d'éliminer toutes formes de dénutrition**

**Justification:** Les infections causent une perte d'appétit et une consommation alimentaire réduite aussi bien qu'une malabsorption des nutriments et des pertes métaboliques et elles constituent une cause directe de la malnutrition. De plus, il existe un lien évident entre une variété de carences en micronutriments et les risques d'infection: par exemple la carence en vitamine A augmente les risques de diarrhée sévère, de la malaria aussi bien que la gravité de la rougeole et la mortalité infantile. Par conséquent, ces deux effets réciproques forment un cycle vicieux. Ceci implique une supplémentation vaste des enfants en micronutriments aussi bien qu'une fortification répandue des aliments de base (comme la farine de blé) avec du fer, du zinc, des vitamines et des vitamines hydrosolubles.

L'accès faible à un bon assainissement, à l'eau potable et aux soins de santé sont de même étroitement liés avec la vulnérabilité accrue aux maladies infectieuses, aux maladies hydriques et ces facteurs causent finalement une malnutrition grave et chronique. Par exemple, 90% des morts causées par la diarrhée sont attribuables au manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement aussi bien qu'aux mauvaises pratiques d'hygiène. Protéger les enfants des maladies infectieuses nécessite d'accroître l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à la santé à travers des investissements d'infrastructure et de la planification (d'où l'éradication des défécations en plein air), des programmes étendus et efficaces de vaccination aussi bien que des interventions comportementales visant à améliorer les pratiques d'hygiène (comme le lavage systématique des mains avec du savon après être allés aux toilettes).

- **Assurer l'accès aux aliments sains et nutritifs pour toutes les initiatives locales en formant des capacités d'endurance pour la sécurité alimentaire**

**Justification:** Un accès régulier aux aliments salubres, nutritifs et culturellement appropriés est un droit humain fondamental et il est nécessaire pour l'éradication de la malnutrition. Dans des

situations d'insécurité alimentaire grave ou chronique, l'amélioration de la couverture des interventions d'aide alimentaire pour atteindre les pauvres -en particulier dans des régions rurales éloignées- est cruciale pour éviter la sous-nutrition, la faim et la famine. Des programmes locaux qui influencent la production alimentaire locale (par exemple en développant les pratiques de jardinage domicile) et augmentent les capacités des installations locales d'entreposage des aliments sont importants pour augmenter l'accès aux aliments et réduire les prix alimentaires.

En raison des désastres naturels et provoqués par l'homme, certains pays ont besoin des secours d'urgence à grande échelle pour empêcher que des millions d'enfants souffrent d'une malnutrition grave. Malgré les mesures prises par la communauté internationale, le niveau des aides d'urgence qui atteignent les pays vulnérables ne satisfont pas les exigences. Il est de même plus rentable de renforcer la résilience et les réactions précoces aux crises plutôt que de compter sur des interventions une fois que les crises à grande échelle ont eu lieu. Toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, les organisations internationales et les autres donateurs devraient prendre des mesures visant le financement et l'allocation des ressources.

Il est de même important d'assurer l'accès aux aliments salubres et nutritifs aussi bien que leur disponibilité en dehors des situations d'urgence. Les programmes de transfert de fonds peuvent avoir le potentiel d'améliorer la sécurité alimentaire pour les ménages pauvres alors que la sensibilisation aux aliments nutritifs et l'assurance de l'accessibilité de ces aliments sont critiques pour éviter la sousnutrition aussi bien que la surnutrition.

- **Améliorer l'accès des enfants pauvres et défavorisés à l'éducation en éliminant/réduisant les coûts de scolarité et en développant le transfert de fonds conditionnel et des programmes d'alimentation scolaires**

**Justification:** Les enfants qui vivent dans des ménages plus pauvres sont plus susceptibles d'être déscolarisés à comparer aux enfants qui vivent dans des ménages plus riches. L'absence d'éducation adéquate est étroitement liée à une probabilité de demeurer pauvre à l'avenir. Rendre l'éducation plus accessible serait une opportunité de sauver ces enfants du cercle vicieux de la vie. Exemple à l'appui : l'abolition des frais de scolarité a été adoptée par plusieurs pays au cours des dernière décennies, et ceci a entraîné une augmentation du taux de scolarisation.

Les programmes de transfert de fonds conditionnel sont également un outil de politique efficace à augmenter les taux de scolarisation. Ils fournissent un soutien financier direct aux ménages, mères ou enfants, afin de réaliser cet objectif. Dans les cas où les familles ne disposent pas des moyens financiers nécessaires et de la motivation, fournir un transfert financier à condition que l'enfant continue d'aller à l'école, crée une forte motivation à la présence scolaire.

Par ailleurs, les programmes d'alimentation scolaires répondent à deux objectifs fondamentaux. Premièrement, ils encouragent les familles à envoyer leurs enfants à l'école. Même si les parents n'accordent pas une grande importance per se à l'éducation et de ce fait ne sont pas motivés à envoyer leurs enfants à l'école, ils le feront par souci d'alimentation. Deuxièmement, une meilleure alimentation entraîne une meilleure concentration en classe, et améliore également les réalisations éducatives.

Ainsi, le fait de rendre les écoles gratuites, et de fournir un transfert de fonds conditionnel et un programme d'alimentation scolaire pour enfants défavorisés, pourrait encourager la scolarisation et la continuité de l'éducation.

- **Capaciter l'accès des enfants dans les zones rurales et lointaines en créant de nouvelles écoles ou en offrant les frais de transport aux enfants qui vivent dans ces régions**

**Justification:** Les zones rurales et les bidonvilles urbains ont une plus grande probabilité de manquer d'un nombre suffisant d'écoles. De plus, les emplacements dispersés des écoles dans les zones rurales nécessitent des temps de déplacements beaucoup plus longs. Les écoles dans les zones rurales ou dans les régions défavorisées accusent également un manque d'enseignants formés et un matériel éducatif suffisant.

Ainsi, construire de nouvelles écoles ou modifier les bâtiments scolaires qui existent, tout en fournissant un transport gratuit et de l'argent de poche aux enfants pour leur permettre d'arriver à l'école la plus proche et motiver les parents à envoyer leurs enfants à l'école sont des critères importants. De plus, rendre les zones rurales et les zones éloignées plus attractives aux enseignants par le biais de motivation, serait une autre option de politique. Par ailleurs, améliorer la qualité de l'éducation en recrutant un nombre suffisant d'enseignants motivés et bien formés et moderniser les ressources des écoles sont nécessaires.

- **Accroître l'accès à l'éducation inclusive aux enfants invalides en formulant un contexte politique et juridique nécessaire, et en leur offrant une meilleure assistance dans l'environnement scolaire**

**Justification:** Les enfants invalides sont plus susceptibles d'être marginalisés et discriminés dans tous les aspects de la vie, notamment l'éducation et l'emploi. La probabilité qu'un enfant invalide soit déscolarisé est substantielle.

Pour cette raison, l'éducation inclusive avec des étapes très claires à suivre devrait être encouragée dans les législations et les plans nationaux. Ensuite, il faudrait garantir que ces objectifs soient appliqués par le biais de développement d'infrastructure afin d'accueillir les enfants invalides. Les enseignants doivent également être formés à augmenter la sensibilisation à l'invalidité. Des politiques innovantes antérieurement utilisées dans certains pays de l'OCI, comme l'envoi d'enseignants à des enfants invalides ou initier des programmes professionnels adéquats aux élèves qui souffrent d'invalidité devront être augmentées.

- **Accorder la priorité à l'égalité des sexes et l'équité dans l'accès à l'éducation**

**Justification:** Alors que les inégalités de genres dans la présence scolaire ont grandement diminué sur le plan mondial, les filles demeurent encore souvent déscolarisées. A travers le globe, 8.1% de garçons sont déscolarisés, par opposition à 9.7% de filles dans les classes maternelles.

Améliorer l'éducation des femmes a des impacts positifs sur la croissance économique et l'emploi, sans oublier les impacts positifs sur la société en général. L'éducation des femmes

contribue à un meilleur environnement à la maison pour le développement de l'enfant. Des femmes plus éduquées ont tendance à suivre une meilleure alimentation et donc à s'assurer que les enfants sont bien nourris. Les enfants dont les mères sont mieux éduquées sont plus susceptibles d'atteindre des taux d'éducation plus élevés.

Pour cela, il faudrait accorder une priorité à l'égalité des genres dans l'éducation dans les stratégies et les plans nationaux, et les filles doivent être ciblées surtout dans les programmes éducatifs.

- **Mobiliser et optimiser plus de ressources financières et de capital humain dans le but d'améliorer la qualité de l'éducation**

**Justification:** Recevoir une éducation de bonne qualité est important pour réussir dans la vie à l'avenir et pour atteindre son plein potentiel. Dépenser pour l'éducation est positivement corrélée aux acquis d'apprentissages. Un financement adéquat du système éducatif est important pour garantir aux enfants un environnement d'apprentissage adéquat et un matériel d'apprentissage nécessaire. L'incapacité des écoles à fournir un bon environnement pour les enfants pourrait aussi négativement affecter la demande des ménages.

L'éducation n'est pas une priorité dans les budgets de beaucoup de pays membres. Le manque d'enseignants, le niveau d'éducation des enseignants et leurs absences des classes sont souvent des défis observés dans l'OCI, particulièrement dans les zones rurales et éloignées. Plus de la moitié des pays de l'OCI dépensent moins que 15% de leurs budgets sur l'éducation. Par ailleurs, allouer uniquement plus de ressources financières ne garantit pas le développement rapide de la qualité qui nécessite un investissement sérieux du capital humain par le biais de programmes spécifiques. Ainsi, la part des dépenses éducatives dans le PIB peut être augmentée graduellement, dans la mesure du possible, afin de faire face aux défis en termes de qualité d'éducation et de conditions physiques, surtout dans les zones rurales et éloignées. Les ressources de la BID peuvent être utilisées par les pays membres à cet égard.

Fournir des compétences et formations de vie quotidienne, ainsi qu'une éducation technique et professionnelle sont également importants pour les élèves défavorisés, du moment que ces élèves sont généralement plus enclin à poursuivre une éducation professionnelle et une formation au lieu de poursuivre une éducation purement académique. Par conséquent, plus de ressources financières pour les programmes de formation d'aptitudes et d'éducation professionnelles peuvent être allouées par les pays membres.